

Valeur, qualité, risque

Jean Semal

Rédacteur en chef

En 1859, un homme politique américain trouvait le temps de réfléchir, entre deux élections, aux grands problèmes de son époque. Battu alors qu'il brigait le siège de sénateur de l'Illinois, celui qui devait accéder l'année suivante aux fonctions de Président des États-Unis écrivait alors ce qui suit :

« Chaque feuille d'herbe est un sujet d'étude et produire deux plantes là où il n'y en avait qu'une est à la fois un profit et un plaisir.

Et ce ne sont pas les herbes seulement, mais les sols, les semences et les saisons, les fossés et les clôtures, le drainage, la sécheresse et l'irrigation, le labour, la fauche, la mise en gerbes, l'engrangement, les ennemis et les maladies des cultures et tout ce qui peut les préserver ou les guérir... Des mille objets de cette nature, chacun constitue un monde d'étude en soi. »

Ce texte d'Abraham Lincoln illustre bien la dynamique qui allait mener son pays à devenir le premier producteur de produits agricoles et d'aliments au monde, ainsi que la complexité des processus qu'il avait identifiés en matière agricole. En l'occurrence, Lincoln, qui fut aussi le fondateur de l'Académie nationale des Sciences des États-Unis, apparaît ici comme l'un de ces médiateurs que les sociétés humaines secrètent deçà delà, à la fois relais entre le passé et l'avenir, et agent de liaison entre la matière informe et les choses de la vie et de l'esprit, avec en l'espèce une philosophie de l'association entre le profit et le plaisir, qui caractérise si bien les civilisations du Nouveau Monde.

Aujourd'hui, alors que les systèmes agricoles sont ballottés entre les promesses de progrès, les réalités de la régression et les interrogations quant aux politiques à conduire à plus ou moins long terme, trois voies mérite-

raient d'être prospectées en vue de resituer les axes d'un développement durable : la valeur, la qualité et le risque.

S'agissant de risque, on peut aisément identifier les facteurs positifs présentant des dangers patents, mais combien faut-il de preuves négatives accumulées pour conclure que tel risque est pratiquement inexistant ? Les risques de faible probabilité seront les plus malaisés à évaluer et à limiter dans le cadre d'une « gestion » qui pourrait être excessivement coûteuse. Il s'agira donc de déterminer la « valeur » de cette limitation et d'apprécier son utilité. Nous entrons là dans des considérants qui se démarquent de la rationalité, alors que le risque raisonnable, lié le plus souvent à des imprudences, à des déficiences mécaniques ou humaines, ou encore à des processus naturels reproductibles peut être quantifié et manipulé. Qui décidera que telle crainte est fondée et telle autre sans fondement ? Et à qui reviendra la charge de la preuve ? Et lorsque le risque sera identifié et quantifié, qui devra le couvrir financièrement ? Telles sont les véritables questions qui ne sont pas aujourd'hui résolues et qui, le plus souvent, ne sont même pas posées.

Par exemple, la comptabilité agricole reconnaîtra-t-elle les coûts sociaux et environnementaux, généralement cachés, ou les charges de remplacement, comme c'est le cas pour les amortissements industriels qui prennent en compte l'usure en vue de reconstituer l'outil ? Dans les cultures de coton de Pennsylvanie, si l'on inclut dans les coûts de production la future baisse de rendement résultant de l'érosion des sols, on change complètement la balance bénéficiaire correspondant aux différentes méthodes

culturelles, dont les conséquences sont plus ou moins dommageables en matière d'érosion édaphique.

Le concept de qualité totale a brillé de mille feux au Japon dans les secteurs industriels de pointe. Sans accepter les yeux fermés l'essence de cette philosophie, qui pourrait n'être qu'un raffinement supplémentaire dans l'exploitation de l'homme par une structure socio-économique, il faut néanmoins constater que l'idée de qualité ouvre une voie de recherches utiles. En effet, dans de nombreux contextes, la production agricole a atteint ses limites quantitatives dans l'occupation des sols, dans l'utilisation de l'eau, dans la consommation des intrants et dans la rentabilité économique. C'est dès lors dans le domaine de la qualité des produits qu'il reste des progrès à faire. Un exemple pris dans le cas d'une culture intensive : la betterave à sucre. Dans certaines régions, les surfaces cultivées en betteraves et les intrants utilisés pour cette culture ont sensiblement diminué depuis trois ans, sans que pour autant la production ait baissé significativement. Signe que les techniques culturelles et le potentiel biologique intrinsèque des variétés ont par ailleurs accru leurs performances. Il s'agit en l'occurrence du résultat de l'intellectualisation d'un processus agricole, aboutissant à une utilisation plus économe des ressources et à une meilleure gestion de la filière de production.

Nonobstant la complexité et la diversité des théories économiques qui la

sous-tendent, on constate aujourd'hui la vogue du système d'analyse de la valeur. Cette notion vise à dépasser celle de qualité et irait, s'il y échet, jusqu'à remettre en cause le produit, en ne considérant comme seul paramètre fixe que l'adéquation entre la fonction de l'objet économique et sa finalité de consommation. Le but devient dès lors l'obtention d'un produit ayant la « valeur » la plus élevée, au moindre coût, pour une même utilisation de ressource.

Cette approche postule la formulation correcte des besoins de l'utilisateur et la définition pertinente des fonctions capables d'y répondre. Il s'agira généralement d'objectifs matériels, mais on pourra y rencontrer aussi des fonctions de nature sociale ou symbolique. Créativité et innovation seront dès lors sollicitées afin d'y répondre adéquatement, en faisant appel aux interfaces entre disciplines pour découvrir les produits nouveaux les plus appropriés.

Cependant, une telle analyse de la valeur, si elle est appliquée sans discernement, peut conduire à des dérives dommageables. Remplacer, dans un pays du tiers-monde, une céréale locale par des brisures de riz importées, elles-mêmes bientôt supplantées par la baguette de pain, satisfera les besoins énergétiques des citadins, mais aura des répercussions sociales négatives dans les campagnes. Délocaliser certaines activités économiques pourra temporairement favoriser la consommation, mais laissera sur leur faim les citoyens devenus sans emploi, sans protection sociale et privés de tradition.

Il est donc clair que la notion

d'analyse de la valeur véhicule des composantes culturelles, sociales ou environnementales qui limitent la généralisation planétaire des modèles américains et japonais au sein desquels elle s'est développée. Dès lors, son exploitation, pour être valable, devra se fonder sur des approches conceptuelles compatibles, lesquelles associées à la diversité des cultures et à la complémentarité des économies, pourront garantir au mieux la richesse d'échanges fructueux entre individus et groupes sociaux en vue du bien commun.

On pourra de la sorte ajuster l'analyse de la valeur aux contingences de temps et de lieu, au sein des grandes entités socio-géographiques et à cet égard, la francophonie aura un rôle moteur et novateur à jouer.

Si « qualité » et « valeur » représentent des notions utiles à la gestion des filières en agriculture, elles ne peuvent pour autant devenir des tyrans. Ce sont des concepts qui sont et doivent rester des outils permettant d'analyser les performances, dans le respect des réalités écologiques et culturelles locales et en prenant en compte les risques encourus. Dès lors, ils ne peuvent se substituer à la décision politique et à ses impératifs, lesquels, selon Edgard Pisani (De quelle agriculture avons-nous besoin ? *Le Monde*, 27 mai 1992) peuvent être synthétisés comme suit : un espace entretenu, une production orientée et une concurrence régulée. Nous sommes loin du productivisme sauvage, prôné à notre époque sous le couvert de la compétitivité mondiale à tout prix ■